



G.I.D. "Liberté"

"Tout message ne vaut que comment il est perçu et ce qu'il génère"

Communiqué de presse

le 10 août 1996

émetteur:

Liberté

Les agriculteurs au SMIG?

Les syndicats agricoles continuent leur manoeuvre de revendications continues par secteur d'activité. Le revenu moyen agricole augmente régulièrement année par année. Chaque année, il y a un secteur de production qui rencontre des difficultés. Celui-ci va être poussé à revendiquer permettant de faire bénéficier l'ensemble des professions agricoles des avantages obtenus pour une difficulté passagère et sectorielle.

Quand l'été est mauvais, est-ce les vendeurs de robes bénéficient d'avantages ou les vendeurs de limonade, les fabricants de glaces?

Pire, les agriculteurs veulent nous faire accepter un raisonnement tout à fait faussé et pernicieux.

Ils prétendent à "tout bout de champs", pour ceux qui sont momentanément en difficulté, qu'ils ne gagnent pas le SMIG!

Phrase trompeuse, car chaque paysan sait qu'il capitalise par son travail à la différence d'un employé qui, sur ce qu'il gagne, devra payer des impôts avant de capitaliser éventuellement, devra se nourrir, etc.

La comptabilité agricole inclut l'amortissement du capital et des emprunts, les avantages obtenus: logement, nourriture, ne sont pas comptabilisés ou évalués à une somme bien souvent ridicule, après la déduction de ces "charges", le revenu est établi.

Les syndicats agricoles ont pris l'habitude d'utiliser les difficultés de quelques uns et de nous imposer leur raisonnement pernicieux, mais comment pas voir dans cette agitation organisée une volonté sous jacente de soumettre la grande distribution à l'étatisme.

Présentement sur le problème des cours d'achat de la production française, une convergence d'intérêts s'est formée entre les syndicats agricoles, relais de la majorité en place et le gouvernement représentant l'étatisme.

Les principaux majors de la profession revendiquent de pouvoir livrer les noms des racketteurs en "état de droit" et on comprend la peur de l'oligarchie corrompue qui prétend nous gouverner.

Sur les prix pratiqués dans le commerce des fruits, on peut s'étonner que si les marges étaient aussi importantes en réalité qu'il y est désertification des petits commerces.

Avec les marges présentées une simple corbeille de pêches équilibrerait les comptes d'un magasin pour la journée.

La réalité est loin de là, entre les taxes, les impôts, les charges sociales, qui à chaque fois se greffent en proportion du prix d'achat, augmentent de façon vertigineuse les prix. L'essence du camion proche de 80% de taxes, sur les 20% restant, taxe professionnelle du pompiste, charges sociales etc. Le super marché: TVA, taxe professionnelle, taxe spécifique des supermarchés, taxe du racket en "état de droit" des corrompus locaux, charges sociales, etc.

Le gouvernement en voulant réduire au silence les grands groupes de distribution jette dans la bataille ses vassaux.

Ce qui gêne le gouvernement c'est la Liberté de la grande distribution, tous les matins elle ne se justifie que devant ses clients qui ont la Liberté d'acheter ailleurs, elle se justifie par le service qu'elle rend aux Autres hommes et non ne vit sur des monopoles étatiques. Le gouvernement essaye de jouer sur les deux tableaux: la carotte et le bâton.

Tout ça prouve l'incohérence de la propagande étatique, prétendant il y a quelques semaines que les prix bas de la grande distribution ont détruit le petit commerce, et aujourd'hui ce serait les prix de vente trop élevés en regard du prix d'achat qui coulent l'agriculture. Est-ce parce que les grandes surfaces depuis plus d'un an refusent de payer le racket de l'étatisme? Qu'une caisse dans chaque super marché ne fonctionne plus pour entretenir l'oligarchie corrompue?

Le gouvernement et ses vassaux ont commis une erreur fondamentale, la loi tue la Loi, l'inflation législative décrédibilise l'ensemble des acteurs de la gestion collective où la règle du jeu commune a tellement été bricolée que les gens ne veulent plus jouer.

Que le gouvernement continue, et la faillite est au bout du chemin, mais pas la faillite uniquement économique, non plus grave, la faillite de l'Histoire, la mise à jour du mensonge de l'étatisme français et de ses oligarchies corrompues qui depuis deux siècles utilisent la Révolution française pour se légitimer dans le trafic d'influence, la corruption, la prévarication en usurpant la volonté du Peuple et en l'encourageant à s'affronter dans des batailles stériles qui évitent au pouvoir de se justifier.

Prétendre comme les syndicats agricoles que les agriculteurs sont au SMIG en occultant la capitalisation fait sur l'outil de travail montre une fois de plus, la mauvaise foi et la tricherie instaurées comme système de pensée dont la source est une magistrature prévariquée qui impose le mensonge. Car si la règle du jeu est de tricher dans les tribunaux, il n'y a plus de frontières, tout est permis, il n'y a plus qu'un rapport de force et la Justice a disparu.

Par ailleurs, comment peut-on refuser les productions étrangères qui vous concurrence et s'équiper avec des machines étrangères, ensileuses, tracteurs, etc. qui permettent par l'expansion de racheter le voisin?

Tout ça est vraiment incohérent et étonnant.